

Carrard Consulting SA

Aux créanciers de Banque Privée
Espírito Santo SA en liquidation

Lausanne, 25 février 2021

Une version anglaise et une version portugaise figurent à la fin de ce document, pour information. En cas de divergence avec la version française, seule la version française fait foi.

Banque Privée Espírito Santo SA en liquidation (BPES) : Circulaire n° 26 à l'attention des créanciers de BPES – 2^{ème} répartition provisoire du dividende aux créanciers de 3^{ème} classe

Madame, Monsieur,

Cette circulaire renseigne les créanciers sur une deuxième répartition provisoire du dividende de liquidation aux créanciers de 3^{ème} classe dont la créance a été admise à l'état de collocation d'avril 2017. Elle est uniquement publiée sur le site internet du liquidateur, sous réserve d'un décompte relatif à la distribution du dividende de liquidation, adressé individuellement par courrier à chaque créancier concerné, le cas échéant par l'intermédiaire de son conseil.

La présente circulaire est traduite en anglais et en portugais. La version originale française fait foi en cas de divergence avec les versions anglaise et/ou portugaise.

Répartition provisoire du dividende en faveur des créanciers de 3^{ème} classe

- a) Principe d'une 2^{ème} répartition provisoire du dividende en faveur des créanciers de 3^{ème} classe

Sur proposition du liquidateur, la Commission de surveillance (dans sa séance du 23 septembre 2020 ainsi que par voie de circulation) et la FINMA (par correspondance du 1^{er} février 2021) ont validé une 2^{ème} répartition provisoire du dividende à hauteur de 2.2% en faveur des créanciers de 3^{ème} classe dont la créance a été admise à l'état de collocation d'avril 2017, sous déduction d'une retenue de 30% concernant les créances en dommages-intérêts liées aux investissements dans les titres du groupe Espírito Santo (**GES**).

Le dividende à verser aux créanciers susmentionnés dans cette deuxième répartition provisoire s'élève à CHF 16.1 millions environ.

b) La détermination du montant à répartir de façon provisoire

(i) Détermination du dividende de liquidation

Le liquidateur distribuera un 2^{ème} dividende provisoire équivalent à 2.2% des créances admises en 3^{ème} classe à l'état de collocation publié en avril 2017. Pour rappel, la 1^{ère} répartition provisoire équivalait à 2.8%.

Ce dividende a été déterminé sur une base estimative des liquidités à disposition de la masse au moment de la distribution, sous déduction des provisions estimées par le liquidateur en relation avec les prétentions connues de créanciers ainsi que les coûts futurs de la liquidation.

(ii) Les créanciers éligibles à la 2^{ème} répartition provisoire du dividende

Les créances considérées comme éligibles à la 2^{ème} distribution provisoire de dividende sont les créances admises à l'état de collocation d'avril 2017 (sur décision du liquidateur, de l'autorité judiciaire compétente en cas d'action en contestation de l'état de collocation ou par convention transactionnelle).

Seuls les créanciers définitivement colloqués à l'état de collocation d'avril 2017 participeront à cette distribution provisoire. Les montants potentiellement dus aux créanciers dont les créances sont suspendues ou font l'objet d'une action en contestation de l'état de collocation seront conservés par la masse, pour leur être distribués dans la mesure où leur créance serait colloquée définitivement.

Les créances admises à l'état de collocation complémentaire d'octobre 2020 feront l'objet d'une circulaire distincte lorsque le liquidateur aura reçu confirmation des autorités compétentes que les créances n'ont pas fait l'objet d'une contestation par d'autres créanciers de la masse en faillite (article 250 alinéa 2 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite - LP). Les créances admises à l'état de collocation complémentaire d'octobre 2020 qui ont été produites après la date du 13 décembre 2017 bénéficient uniquement de la 2^{ème} répartition provisoire du dividende (2.2%) et ne participent pas à la 1^{ère} répartition provisoire (créances tardives – article 251 alinéa 3 LP).

(iii) Le traitement des créances en dommages-intérêts

Pour les motifs exposés dans la circulaire n° 14 du liquidateur (mars 2018) consacrée à la 1^{ère} répartition provisoire du dividende et disponible sur le site internet de la liquidation (<http://liquidator-bpes.ch/>), il sera également procédé à une retenue de 30% sur les montants à distribuer provisoirement aux créanciers admis en 3^{ème} classe en raison d'une créance en dommages-intérêts contre des sociétés du GES. Cette retenue n'est pas applicable lorsque le créancier a renoncé à tout produit de liquidation de l'entité du GES concernée par la créance en dommages-intérêts, à savoir lorsque

le créancier a renoncé aux titres émis par cette entité du GES ou lorsqu'il a cédé à la masse la créance découlant du placement fiduciaire effectué auprès de cette entité.

Les autres informations figurant au chiffre 3, lettre b) (ii) de la circulaire précitée restent applicables à la 2^{ème} répartition provisoire du dividende.

(iv) Les engagements pris par les créanciers bénéficiaires de la répartition provisoire

Les engagements pris par les créanciers dans le cadre de la 1^{ère} répartition provisoire des deniers, à savoir :

- s'engager à reverser à la masse un éventuel trop-perçu dans l'hypothèse où le montant qui leur serait versé excéderait le dividende auquel ils auraient droit en définitive ;
- renoncer à toute indemnisation (notamment de la part de la masse en faillite, du liquidateur, de la Commission de surveillance ou de la FINMA) en relation avec un éventuel trop-perçu d'autres créanciers lié à cette distribution anticipée qui ne pourrait être récupéré par la masse en faillite ;
- céder d'ores et déjà à la masse en faillite, dans la mesure nécessaire, tous les droits contre et auprès des entités émettrices du GES dont le dividende de liquidation aurait pour effet d'entraîner un trop-perçu auprès du (des) créancier(s) concerné(s),

s'appliquent également à tout bénéficiaire de la 2^{ème} répartition provisoire des deniers.

c) Modalités de paiement et autres informations

Chaque créancier concerné par la présente circulaire recevra un décompte relatif à la distribution du dividende de liquidation. Les créanciers qui avaient déjà rempli le formulaire joint en annexe 1 à la circulaire n° 14 du liquidateur (mars 2018) consacrée à la 1^{ère} répartition provisoire du dividende n'ont pas besoin de se manifester à nouveau auprès du liquidateur, sauf s'ils souhaitent modifier leurs coordonnées bancaires pour le versement de la 2^{ème} répartition provisoire. Ils voudront bien le faire d'ici le 31 mars 2021, faute de quoi le liquidateur considérera que les coordonnées bancaires sont toujours valables. Les créanciers qui modifient les coordonnées bancaires pour le versement de la 2^{ème} répartition provisoire sont priés de remettre au liquidateur une copie lisible de leur pièce d'identité valable ; lorsque le créancier est une personne morale, il convient de remettre au liquidateur une copie du registre local des sociétés de la personne morale concernée avec indication des personnes autorisées à engager la société de même qu'une copie de leurs pièces d'identité.

Les créanciers qui ne se sont pas encore manifestés auprès du liquidateur voudront bien remplir le décompte et le renvoyer par la poste en original au liquidateur (un envoi du formulaire par courriel n'est pas suffisant). Afin de pouvoir procéder aux vérifications de légitimation ainsi qu'aux contrôles en matière de lutte anti-blanchiment,

chaque créancier qui ne s'est pas encore manifesté est prié de remettre au liquidateur une copie lisible de sa pièce d'identité valable (passeport, carte d'identité). Cette copie n'a pas besoin d'être légalisée ni apostillée. Lorsque le créancier est une personne morale, il convient de remettre au liquidateur une copie du registre local des sociétés de la personne morale concernée avec indication des personnes autorisées à engager la société de même qu'une copie de leurs pièces d'identité. Ces copies n'ont pas besoin d'être légalisées ni apostillées.

La distribution interviendra en Francs suisses (CHF), de sorte que les informations bancaires fournies au liquidateur devront permettre le versement d'un montant en CHF. Le compte bancaire doit être au nom du créancier ou de son avocat valablement constitué auprès du liquidateur au moyen d'une procuration signée et incluant un mandat d'encaissement. Aucun paiement ne pourra intervenir en espèces.

Les montants retenus à hauteur de 30% sur les montants à distribuer provisoirement aux créanciers admis en 3^{ème} classe ne seront pas consignés et ne porteront pas intérêts. Les frais de transfert bancaire seront partagés entre les créanciers et la masse en faillite, à raison de 50% chacun. Les créanciers sont rendus attentifs au fait que les versements à l'étranger sont susceptibles d'engendrer des frais de transfert bancaire additionnels. En raison du montant des frais de transfert bancaire, les montants à distribuer inférieurs à CHF 50 ne seront pas versés dans le cadre de la répartition provisoire du dividende et seront conservés pour une distribution ultérieure, le cas échéant au moment de la distribution du dividende final.

En cas de décès d'un créancier, le liquidateur devra recevoir une copie du (des) certificat(s) d'héritier. Cette copie n'a pas besoin d'être légalisée ni apostillée. La remise d'un tel certificat est exigée même lorsque l'héritier est déjà connu du liquidateur dans l'hypothèse où le certificat n'est pas en main du liquidateur. Lorsque le compte bancaire sur lequel doit intervenir le paiement du dividende anticipé n'est pas au nom de l'hoirie et que la quote-part revenant à chaque héritier ne figure pas sur le certificat d'héritier (comme c'est le cas en Suisse par exemple), alors les héritiers remettront au liquidateur une copie du document de partage permettant au liquidateur de déterminer la part revenant à chaque héritier. Cette copie n'a pas besoin d'être légalisée ni apostillée. Elle peut être remplacée par la signature du décompte relatif à la distribution du dividende de liquidation par tous les héritiers. Chaque héritier remettra dans tous les cas une copie lisible de sa pièce d'identité valable (passeport, carte d'identité). Cette copie n'a pas besoin d'être légalisée ni apostillée. Le montant figurant dans le décompte relatif à la distribution du dividende de liquidation inclut le montant global revenant à l'hoirie. En cas de partage dûment documenté, les héritiers recevront chacun la quote-part qui leur revient.

Le liquidateur se tient à votre disposition pour toute question au sujet de la présente.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Le Liquidateur, Carrard Consulting SA

Version to be sent

Carrard Consulting SA

To the creditors of Banque
Privée Espírito Santo SA in
liquidation

Lausanne, 25 February
2021

This in an English translation from the French original version. In the event of a discrepancy with the French version, the French version shall prevail.

Banque Privée Espírito Santo SA in liquidation (BPES): Circular no. 26 for the attention of BPES creditors - 2nd provisional distribution of liquidation dividend to 3rd-class creditors

Dear Sir/ Madam,

This circular informs creditors about a second provisional distribution of the liquidation dividend to 3rd-class creditors whose claim was admitted to the creditors' priority ranking in April 2017. It is only published on the liquidator's website, subject to a statement relating to the distribution of the liquidation dividend, sent individually by post to each affected creditor, where applicable through their lawyer.

This circular has been translated into English and Portuguese. The original French version shall prevail in the event of discrepancy with the English and/or Portuguese versions.

Provisional distribution of dividends in favour of 3rd-class creditors

d) 2nd provisional distribution of the dividend in favour of 3rd-class creditors

At the liquidator's proposal, the Supervisory Committee (at its meeting of 23 September 2020, as well as by circulation) and FINMA (by correspondence of 1

February 2021) approved a 2.2% 2nd provisional distribution of the liquidation dividend in favour of 3rd-class creditors whose claim was admitted to the creditors' priority ranking in April 2017, less 30% withholding on claims for damages related to investments in Espírito Santo Group (French acronym: **GES**) products.

The liquidation dividend to be paid to the above-mentioned creditors in this second provisional distribution is approximately CHF 16.1 million.

e) Determination of the amount to be provisionally distributed

(v) Determination of the liquidation dividend

The liquidator will distribute a 2nd provisional dividend equivalent to 2.2% of 3rd-class claims in the creditors' priority ranking published in April 2017. As a reminder, the 1st provisional distribution was equivalent to 2.8%.

This dividend was determined on an estimated basis of the cash available to the estate at the time of distribution, less the provisions estimated by the liquidator in relation to known claims of creditors as well as the future costs of the liquidation.

(vi) Creditors eligible for the 2nd provisional distribution of the dividend

Claims considered eligible for the 2nd provisional distribution of dividends are claims admitted to the creditors' priority ranking of April 2017 (by decision of the liquidator, the judicial authority having competent jurisdiction in the event of an action to dispute the creditors' priority ranking, or by a settlement agreement).

Only creditors permanently included in the creditors' priority ranking in April 2017 will participate in this provisional distribution. Amounts potentially due to creditors whose claims are suspended or are the subject of an action disputing the creditors' priority ranking will be retained by the estate to be distributed to the extent that their claim is permanently admitted to the creditors' priority ranking.

Claims admitted to the additional creditors' priority ranking of October 2020 will be the subject of a separate circular when the liquidator has received confirmation from the competent authorities that the claims have not been contested by other creditors to the bankruptcy estate (article 250 paragraph 2 of the Swiss Debt Enforcement and Bankruptcy Act [LP]). Claims admitted to the additional creditors' priority ranking of October 2020 that were generated after 13 December 2017 only benefit from the 2nd provisional distribution of the dividend (2.2%) and do not participate in the 1st provisional distribution (late claims – Article 251 paragraph 3 LP).

(vii) Treatment of claims for damages

For the reasons set out in the liquidator's Circular no. 14 (March 2018) on the 1st provisional distribution of the dividend, which is available on the liquidation website (<http://liquidator-bpes.ch/>), a 30% deduction will also be applied to the amounts to be provisionally distributed to creditors admitted to the 3rd class due to a claim for

damages against GES companies. This deduction shall not apply where the creditor has waived any liquidation proceeds of the GES entity affected by the claim for damages, namely where the creditor has waived the securities issued by that GES entity or where the creditor has assigned to the estate the claim arising from the fiduciary investment with that entity.

The other information in point 3, letter b) (ii) of the above-mentioned circular remains applicable to the 2nd provisional distribution of the dividend.

(viii) *Commitments by creditors benefiting from the provisional distribution*

The commitments made by creditors under the 1st provisional distribution of funds, namely:

- undertaking to pay back to the estate any overpayment in the event that the amount paid to them exceeds the dividend to which they would ultimately be entitled;
- waiving any indemnification (particularly from the bankruptcy estate, the liquidator, the Supervisory Committee or FINMA) in connection with a potential overpayment of other creditors related to this early distribution which may not be able to be recovered by the bankruptcy estate;
- henceforth assigning to the bankruptcy estate, to the extent necessary, all rights against and with respect to issuing entities of the GES whose liquidation dividend would result in an overpayment to the creditor(s) concerned;

the above also apply to any beneficiary of the 2nd provisional distribution of funds.

f) *Payment terms and other information*

Each creditor affected by this circular will receive a statement relating to the distribution of the liquidation dividend. Creditors who have already completed the form attached in Appendix 1 to the liquidator's Circular no. 14 (March 2018) on the 1st provisional distribution of the dividend need not come before the liquidator again, unless they wish to change their banking details for payment of the 2nd provisional distribution. They should do so by 31 March 2021, failing which the liquidator will consider that the banking details are still valid. Creditors who change their banking details for payment of the 2nd provisional distribution are requested to provide the liquidator with a legible copy of their valid identity document; where the creditor is a legal entity, a copy of the local register of companies of the legal entity in question should be provided, along with an indication of the persons authorised to commit the company as well as a copy of their identity documents.

Creditors who have not yet got in touch with the liquidator should complete the statement and return the original to the liquidator by post (sending via e-mail is not sufficient). In order to be able to carry out legitimisation verifications and anti-money laundering audits, every creditor who has not yet contacted the liquidator is requested

to provide the latter with a legible copy of their valid identity document (passport, identity card). This copy does not have to be notarised or apostilled. Where the creditor is a legal entity, a copy of the local register of companies of the legal entity concerned should be provided to the liquidator, indicating the persons authorised to commit the company as well as a copy of their identity documents. These copies do not need to be notarised or apostilled.

The distribution will be done in Swiss francs (CHF), therefore the bank account provided to the liquidator must allow payment of an amount in CHF. The bank account must be in the name of the creditor or their lawyer validly engaged by means of a signed power of attorney and including a collection mandate. No payment may be made in cash.

30% of the amounts to be provisionally distributed to creditors admitted to Class 3 shall not be deposited and will not bear interest. The bank transfer fee will be split among the creditors and the bankruptcy estate in the proportion of 50% each. Creditors' attention is drawn to the fact that overseas payments are likely to result in additional bank transfer fees. Due to the amount of bank transfer fees, amounts to be distributed that amount to less than CHF 50 will not be paid as part of the provisional distribution of the dividend and will be retained for a subsequent distribution, if applicable at the time the final dividend is distributed.

In the event of the death of a creditor, the liquidator must receive a copy of the heir certificate(s). This copy does not have to be notarised or apostilled. The delivery of such a certificate is required even when the heir is already known to the liquidator in the event that the certificate is not in the hands of the liquidator. Where the bank account to which the early dividend is to be paid is not in the name of the community of heirs and the share attributable to each heir does not appear on the heir certificate (as is the case in Switzerland, for example), the heirs shall provide the liquidator with a copy of the distribution document, thereby enabling the liquidator to determine the share attributable to each heir. This copy does not have to be notarised or apostilled. It may be replaced by the signature of the statement relating to the distribution of the liquidation dividend by all heirs. In all cases, each heir shall provide a legible copy of their valid identity document (passport, identity card). This copy does not have to be notarised or apostilled. The amount shown in the statement relating to the distribution

of the liquidation dividend includes the total amount due to the community of heirs. In the event of duly documented distribution, the heirs will each receive their share.

The liquidator is at your disposal should you have any queries about this matter.

Yours faithfully,

The Liquidator, Carrard Consulting SA

Versão para envio

Carrard Consulting SA

Aos credores do Banque
Privée Espirito Santo SA
em liquidação

Lausanne, 25 de fevereiro
de 2021

No final deste documento, para informação, estão incluídas uma versão inglesa e uma versão portuguesa. Em caso de divergência com a versão francesa, apenas a versão francesa faz fé.

Banque Privée Espirito Santo SA em liquidação (BPES): Circular n.º 26 dirigida aos credores do BPES - 2.ª distribuição provisória dos dividendos aos credores de 3.ª classe

Exma. Senhora, Exmo. Senhor,

Esta circular informa os credores sobre uma segunda distribuição provisória dos dividendos de liquidação aos credores de 3.ª classe cujos créditos foram admitidos no estado de graduação de créditos de abril de 2017. Esta é publicada apenas no website do liquidatário, sujeita a uma declaração relativa à distribuição dos dividendos da

liquidação, enviada individualmente por correio para cada credor em causa, e se for o caso por intermédio do seu consultor.

A presente circular é traduzida para inglês e português. A versão original francesa faz fé no caso de divergência com as versões inglesa e/ou portuguesa.

Distribuição provisória dos dividendos a favor dos credores de 3.^a classe

- g) Princípio de uma 2.^a distribuição provisória dos dividendos a favor dos credores de 3.^a classe

Sob proposta do liquidatário, a Comissão de Supervisão (na sua reunião de 23 de setembro de 2020 e por via de circular) e a FINMA (por correspondência de 1 de fevereiro de 2021) validaram uma 2.^a distribuição provisória dos dividendos no montante de 2,2% a favor dos credores de 3.^a classe cujos créditos foram admitidos no estado de graduação de créditos de abril de 2017, sujeitos a uma dedução de uma retenção de 30% relativamente a pedidos de indemnização por danos relacionados com investimentos em títulos do Grupo Espírito Santo (**GES**).

Os dividendos a pagar aos credores acima mencionados nesta segunda distribuição provisória ascendem aproximadamente a CHF 16,1 milhões.

- h) A determinação do montante a ser distribuído numa base provisória

(ix) Determinação dos dividendos de liquidação

O liquidatário distribuirá um 2.^o dividendo provisório equivalente a 2,2% dos créditos admitidos na 3.^a classe da classificação dos credores publicada em abril de 2017. Recorde-se que a 1.^a repartição provisória equivalia a 2,8%.

Estes dividendos foram determinados com base numa estimativa de liquidez à disposição da massa no momento da distribuição, após dedução das provisões estimadas pelo liquidatário em relação às pretensões conhecidas dos credores, bem como os custos futuros da liquidação.

(x) Os credores elegíveis para a 2.^a distribuição provisória de dividendos

Os créditos considerados elegíveis para a 2.^a distribuição provisória de dividendos são os créditos elegíveis para o estado de graduação de créditos de abril de 2017 (com base na decisão do liquidatário, da autoridade judicial competente no caso de ação que conteste o estado de graduação de créditos ou por acordo transaccional).

Apenas os credores que estejam definitivamente colocados no estado de graduação de créditos de abril de 2017 participarão nesta distribuição provisória. Os montantes potencialmente devidos aos credores cujos créditos estejam suspensos ou sejam objeto de uma ação de contestação do estado de graduação de créditos serão

mantidos pela massa, para lhes serem distribuídos na medida em que o seu crédito seja definitivamente graduado.

Os créditos admitidos no estado de graduação adicional de créditos de outubro de 2020 serão objeto de uma circular em separado assim que o liquidatário receba a confirmação das autoridades competentes de que os créditos não foram contestados por outros credores da massa falida (n.º 2 do artigo 250º da lei federal de execução de dívidas e de falência - LP). Os créditos admitidos no estado de graduação de créditos adicional de outubro de 2020 que foram produzidos após a data de 13 de dezembro de 2017 beneficiam apenas da 2.ª distribuição provisória dos dividendos (2,2%) e não participam na 1.ª distribuição provisória (créditos tardios - n.º 3 do artigo 251º da LP).

(xi) O tratamento dos créditos por perdas e danos

Pelas razões expostas na circular n.º 14 do liquidatário (março de 2018) dedicada à 1.ª distribuição provisória dos dividendos e disponível no website da liquidação (<http://liquidator-bpes.ch/>), proceder-se-á igualmente a uma retenção de 30% sobre os montantes a serem provisoriamente distribuídos aos credores admitidos à 3ª classe em virtude de um pedido de indemnização por perdas e danos contra as empresas do GES. Esta retenção não é aplicável quando o credor renunciou a qualquer produto da liquidação da entidade do GES afetada pelo crédito por perdas e danos, nomeadamente quando o credor renunciou aos títulos emitidos por esta entidade do GES ou quando cedeu à massa o crédito resultante do investimento fiduciário efetuado junto desta entidade.

As outras informações previstas no número 3, alínea b) (ii) da circular acima mencionada permanecem aplicáveis à 2.ª distribuição provisória dos dividendos.

(xii) Os compromissos assumidos pelos credores que beneficiam da distribuição provisória

Os compromissos assumidos pelos credores no âmbito da 1.ª distribuição provisória dos fundos, ou seja:

- comprometerem-se a pagar à massa um eventual montante recebido em excesso no caso de o montante pago exceder os dividendos a que teriam em última instância direito;
- renunciarem a qualquer indemnização (designadamente por parte da massa falida, do liquidatário, da Comissão de supervisão ou da FINMA) em relação a um eventual montante recebido em excesso de outros credores no âmbito desta distribuição antecipada que não possa ser recuperado pela massa falida;
- cederem desde já à massa falida, na medida do necessário, todos os direitos contra e junto das entidades emissoras do GES cujos dividendos de liquidação

resultariam num montante recebido em excesso junto do(s) credor(es) em causa,

aplica-se igualmente a qualquer beneficiário da 2.^a distribuição provisória dos fundos.

i) Modalidades de pagamento e outras informações

Cada credor abrangido pela presente circular receberá uma declaração relativa à distribuição dos dividendos de liquidação. Os credores que já tinham preenchido o formulário em anexo como anexo 1 à circular n.º 14 do liquidatário (março de 2018) destinado à 1.^a distribuição provisória de dividendos não necessitam de contactar novamente o liquidatário, exceto se pretenderem alterar os seus dados bancários para o pagamento da 2.^a distribuição provisória. Estes deverão fazê-lo até 31 de março de 2021, sob pena de o liquidatário considerar que os dados bancários ainda são válidos. Os credores que alterem os seus dados bancários para o pagamento da 2.^a distribuição provisória deverão enviar ao liquidatário uma cópia legível do seu documento de identidade válido; quando o credor seja uma pessoa coletiva, deverá enviar ao liquidatário uma cópia do registo local das sociedades da pessoa coletiva em causa com a indicação das pessoas autorizadas a obrigar a empresa, bem como uma cópia dos seus documentos de identidade.

Os credores que ainda não se tenham manifestado junto do liquidatário deverão preencher a declaração e devolver o original ao liquidatário por correio (o envio do formulário por correio eletrónico não é suficiente). A fim de poder proceder às verificações de legitimidade, bem como os controlos em matéria de combate contra o branqueamento de capitais, cada credor que ainda não se tenha manifestado deverá enviar ao liquidatário uma cópia legível do seu documento de identidade válido (passaporte, bilhete de identidade). Esta cópia não necessita de ser autenticada ou apostilada. Se o credor for uma pessoa coletiva, deve ser apresentada ao liquidatário uma cópia do registo local das sociedades da pessoa coletiva em causa com a indicação das pessoas autorizadas a obrigar a sociedade, bem como uma cópia dos seus documentos de identidade. Estas cópias não necessitam ser autenticadas ou apostiladas.

A distribuição será feita em francos suíços (CHF), de modo que as informações bancárias fornecidas ao liquidatário devem permitir o pagamento de um montante em CHF. A conta bancária deve estar em nome do credor ou do seu advogado validamente constituído junto do liquidatário através de uma procuração assinada, incluindo um mandato de cobrança. Nenhum pagamento pode ser feito em numerário.

Os montantes retidos até 30% sobre os montantes a serem provisoriamente distribuídos aos credores admitidos na 3.^a classe não serão registados e não vencerão juros. Os custos de transferência bancária serão partilhados entre os credores e a massa falida, pagando cada parte, respetivamente, 50%. Os credores são alertados para o facto de que os pagamentos no estrangeiro podem resultar em custos adicionais de transferência bancária. Devido ao montante dos custos de transferência bancária, os montantes de distribuição inferiores a CHF 50,00 não serão pagos no

âmbito da distribuição provisória de dividendos e serão retidos para distribuição posterior, se for caso disso, no momento da distribuição dos dividendos finais.

Em caso de morte de um credor, o liquidatário deve receber uma cópia do(s) certificado(s) sucessório(s). Esta cópia não necessita de ser autenticada ou apostilada. A entrega de tal certificado é exigida mesmo quando o herdeiro já é conhecido do liquidatário no caso de o certificado não estar na posse do liquidatário. Se a conta bancária em que será efetuado o pagamento dos dividendos antecipados não estiver em nome da herança e a quota-parte atribuível a cada herdeiro não constar do certificado sucessório (como é o caso na Suíça, por exemplo), então os herdeiros deverão remeter ao liquidatário uma cópia do documento de partilha que permita ao liquidatário determinar a parte atribuível a cada herdeiro. Esta cópia não necessita de ser autenticada ou apostilada. Pode ser substituída pela assinatura da declaração relativa à distribuição dos dividendos de liquidação por todos os herdeiros. Cada herdeiro entregará, em qualquer dos casos, uma cópia legível do seu documento de identidade válido (passaporte, bilhete de identidade). Esta cópia não necessita de ser autenticada ou apostilada. O montante que consta na declaração relativa à distribuição dos dividendos de liquidação inclui o montante total atribuível à herança. No caso de uma partilha devidamente documentada, os herdeiros receberão cada um a sua quota-parte que lhes é atribuível.

O liquidatário está à sua disposição para qualquer questão relacionada com a presente circular.

Atenciosamente

O Liquidatário, Carrard Consulting